

*Débat spécial*

Nous allons maintenant payer pour notre conduite du passé — et j'espère sincèrement que le prix à payer ne sera pas en vies humaines —, mais il est à espérer qu'en payant le coût de cette intervention, nous comprendrons que les bénéfices que nous tirons des ventes d'armes dans le monde entier ne font pas le poids, que, plus que jamais dans le passé, nous serons déterminés, à l'issue de cette intervention, à signer une convention sur le contrôle des armements dans le monde, non seulement les armements puissants, mais aussi les armes conventionnelles, et que nous multiplierons nos efforts afin de transformer notre base militaro-industrielle et d'aider les autres pays du monde à faire de même.

Avant de poursuivre, je voudrais exprimer mon mécontentement à l'égard du débat que nous tenons ce soir à la Chambre. Vendredi matin, pendant la période des questions, j'ai demandé à la ministre quelles recommandations elle soumettrait à la Chambre, afin qu'on puisse en discuter avant qu'une décision finale sur notre intervention en Somalie soit prise.

J'ai personnellement eu le sentiment que la ministre avait manqué de respect envers moi, et pas seulement envers moi, mais envers toute la population du Canada et, pis encore, envers la Chambre.

Elle a refusé de répondre à la question qui lui était posée à la Chambre. Elle a refusé de répondre directement à la population du Canada, à un endroit qui se prête aux débats et aux discussions. Elle a préféré nous ignorer et tenir une conférence de presse pour annoncer la décision du gouvernement.

On ne peut pas continuer ainsi. La population du Canada veut avoir son mot à dire. Elle s'intéresse à ce qui se passe en Somalie et veut connaître notre position sur cette question.

Permettez-moi de vous signaler quelques-unes des inquiétudes qui ont été exprimées pour ne pas qu'on pense qu'il n'y a que l'opposition qui soulève ce genre de questions. Je voudrais vous citer quelques articles récemment publiés à ce sujet.

Je commencerai par un extrait d'un article de Geoffrey York paru dans le *Globe and Mail* cette semaine. L'auteur dit: «Certains organismes de secours craignent que les troupes américaines créent plus de problèmes qu'elles n'en règlent. Ils s'attendent à ce que les Somaliens cachent tout simplement leurs armes tant que les soldats américains seront sur les lieux. Les mêmes problèmes de violence et de mépris des lois surgiraient après leur départ.»

Nous avons voulu soulever cette question ce soir. La ministre a déclaré que nous serions en Somalie pendant

douze mois au maximum et que nous ne jouerions aucun rôle de pacification après cette période, ce qui nous préoccupe beaucoup, nous de l'opposition, ainsi que les Canadiens. Il faut adopter une vision à long terme en intervenant en Somalie. Peut-être conviendrait-il que les Forces canadiennes participent autant au maintien de la paix qu'à l'instauration de la paix.

M. York ajoute, citant M. Fennell: «Deux craintes surgissent: si l'intervention militaire est trop brève, les choses redeviendront comme elles sont maintenant. Si l'intervention est trop longue et prend des allures d'intervention néocolonialiste, elle ne fera que nous aliéner la population.»

Dans le *Washington Post*, on dit que la situation pourrait dégénérer. Nous avons entendu dire, tant aux États-Unis qu'au Canada, qu'il y aurait probablement des morts dans l'opération. Il se peut que des Canadiens perdent la vie.

Je voudrais revenir aux déclarations du député de Labrador parce que je suis préoccupée par les compressions au ministère de la Défense.

En gros, le député tombe juste. Après la guerre du Golfe, je me suis entretenue avec des militaires qui m'ont dit qu'avant de partir, ils avaient dû emprunter de l'équipement et des vêtements à leurs camarades parce qu'ils étaient très mal équipés.

Il se peut que des Canadiens perdent la vie, et les risques seront plus grands qu'il n'est nécessaire si le gouvernement ne s'engage pas à équiper convenablement les militaires qui participeront à la mission d'instauration de la paix.

Si nous allons en Somalie pour fournir une aide humanitaire en faisant usage de la force, nous voulons savoir si ce précédent deviendra un nouveau principe de la politique gouvernementale. Dans quels autres endroits pouvons-nous prévoir d'autres opérations semblables?

J'ai lu ceci dans le *New York Times*: «Le problème, c'est que si mettre fin à une famine ou faire respecter les droits humains sont maintenant des critères qui justifient une intervention américaine à l'étranger, au même titre que la protection d'enjeux stratégiques traditionnels, où M. Clinton tirera-t-il la nouvelle ligne de démarcation? Quel degré de famine justifie une intervention? Jusqu'à quel point les droits humains doivent-ils être mis à mal pour justifier une intervention américaine—» ou, devrions-nous dire, une intervention canadienne? Si nous intervenons en Somalie, pourquoi n'interviendrons-nous pas en Bosnie? Et si nous intervenons en Bosnie, pourquoi n'interviendrons-nous pas au Kurdistan, pourquoi pas en Haïti?